

Bientôt la fin des travaux au palais de justice de Bruxelles? "Si nous avons été au Sénat, la rénovation aurait déjà eu lieu"

Bruxelles (/regions/bruxelles)

Reportage

🎧 27:17

Benayad Maryam

👤 Abonnés

Publié le 02-01-21 à 07h31 - Mis à jour le 02-01-21 à 07h32

La rénovation du palais de justice a commencé en 1984. Des travaux interminables qui pourraient aboutir, en partie, en 2023. La Fondation Poelaert veille et espère que l'agenda politique sera respecté.



Bientôt la fin des travaux au palais de justice de Bruxelles? "Si nous avons été au Sénat, la rénovation aurait déjà eu lieu"

Écoutez tous nos podcasts (/podcast)

Le rendez-vous est fixé à 16 heures sur la place Poelaert, mais à 15 h 30, Jean-Pierre Buyle est déjà à l'entrée du palais de justice pour nous accueillir et tenter une visite improvisée des lieux. *"C'était une merveille architecturale, il n'est plus que l'ombre de lui-même. Joseph Poelaert lui-même ne reconnaîtrait plus son œuvre. Tout ici a été abandonné, c'est d'une tristesse"*, s'exclame, peiné, l'ancien bâtonnier au barreau de Bruxelles.

À ses côtés, Francis Metzger partage son désarroi. L'architecte belge de renom a cofondé, avec Jean-Pierre Buyle et le bâtonnier de l'Ordre néerlandais Dirk Van Gerven, la Fondation Poelaert. Objectif de l'organisme créé en 2011 : veiller au respect de l'affectation du palais de justice de Bruxelles.

Des freins politique et communautaire ?

La réaffectation passe indéniablement par des travaux de rénovation dignes du majestueux bâtiment. Travaux qui n'ont jamais vraiment été réalisés surtout par manque d'ambition et de vision politique, explique Jean-Pierre Buyle. *"Si nous avions été au Parlement ou au Sénat, la rénovation aurait déjà eu lieu. Ici, il y a des bouts de plafond qui tombent et on met un bout de carton pour le cacher. D'autres palais de justice dans d'autres villes du pays ont pu, eux, avoir les fonds et le soutien nécessaires pour rénover ou carrément créer des bâtiments neufs. Mais pour Bruxelles, rien, niet, nada. Quand je vois, par contre, ce qui se fait dans certaines villes, par exemple, en Flandre..."*, poursuit Jean-Pierre-Buyle, l'air songeur.

Le problème serait-il donc à la fois politique et communautaire ? L'ancien bâtonnier dit refuser de "communautariser le débat", même s'il se pose quelques questions à ce propos. Au sein de la Fondation Poelaert, on reconnaît malgré tout des avancées récentes encourageantes de la part du monde politique. *"Sous l'impulsion du précédent gouvernement, la décision a été prise de laisser la justice dans ces lieux et d'enfin restaurer le palais de justice."* Pourtant, le gouvernement d'alors ne voulait pas laisser l'activité pénale se poursuivre là, les lieux étant trop peu sécurisés. Finalement, ce sont les travaux de sécurisation - réalisés par Francis Metzger - qui permettront de convaincre les autorités politiques de laisser la justice continuer à y travailler.

Mais, selon Jean-Pierre Buyle et Francis Metzger, l'implication politique récente se démontre également par le fait que c'est sous l'ère Geens - alors ministre de la Justice et également avocat, et donc sensible à la cause - que le Steerco, le comité de pilotage pour la restauration du palais, a été mis en place, un comité dont la direction a été confiée par le ministre au président de la Fondation Poelaert. Nous sommes alors en 2019, les choses commencent enfin à bouger. Mais la crise politique va freiner l'évolution des projets de rénovation.



© Marie Russillo / IPM

Aujourd'hui, un nouvel exécutif est en place et c'est le secrétaire d'État Mathieu Michel (MR) qui prend le relais. Le libéral dit faire de ce dossier une "priorité", et soutient l'idée défendue par la Fondation Poelaert : celle d'une centralisation de l'ensemble des administrations de la justice au sein du palais de Bruxelles. C'est que Mathieu Michel y voit une façon d'allier digitalisation, simplification administrative et Régie des bâtiments, ses trois axes politiques à lui.

Toujours pas de planification ni de budget...

Enfin un signal pour avancer dans ce projet de rénovation qui devient inespéré ? Au sein de la Fondation Poelaert, on reste optimiste, mais prudent. *"Le directeur de la Régie des bâtiments, Laurent Vrijdaghs, a annoncé une campagne de travaux qui s'échelonne en plusieurs phases et doit commencer en 2021. Si les façades sont au programme, pour l'intérieur, rien pour l'heure n'a été planifié ni budgété. Il faut donc, d'abord, définir un programme en la matière et, à l'issue de cette réflexion, faire un appel à projet pour trouver celui qui se chargera de cette rénovation. Pour cela, nous attendons un suivi aussi soutenu de Mathieu Michel que celui de ses deux prédécesseurs. Et la Fondation est là pour aider à faire avancer, c'est urgent. Plus le temps passe, plus le palais se détériore"*, explique Jean-Pierre Buyle, en admirant, d'un air navré, la salle des pas perdus qui, la nuit tombée, bascule dans l'ombre.

"2030, c'est demain"

Francis Metzger partage ce désarroi. Littéralement amoureux des lieux, il se dit heurté par l'état de délabrement de ce joyau architectural.

Quid de la volonté de retirer les échafaudages à l'entrée du bâtiment en 2023 ? Pour l'architecte, c'est clairement envisageable d'autant que, selon lui, ces barres de fer pourraient être retirées dès aujourd'hui. *"En fait, les échafaudages serviront encore le temps des travaux de rénovation des façades. Mais au terme des études et des travaux, ils devraient pouvoir être retirés. Par ailleurs, tout le monde fait une sorte de fixation sur ces échafaudages qui revêtent une certaine symbolique tant ils sont là depuis longtemps. Mais il y a tant à restaurer dans ces lieux. Regardez par exemple les vitraux, jaunis par le temps alors que Joseph Poelaert comptait sur le jeu de lumière naturelle pour illuminer les lieux, de sorte que le palais soit intégré dans la ville. Aujourd'hui, l'endroit est sombre, triste, alors qu'il regorge de trésors."*

Les échéances évoquées - 2030 pour la rénovation extérieure et 2040 pour l'intérieur - suscitent quelques interrogations, surtout en termes de faisabilité, mais Jean-Pierre Buyle et Francis Metzger ne baissent pas les bras. *"Mathieu Michel dit vouloir travailler avec nous, dans l'intérêt du bâtiment et celui des justiciables. Mais un agenda a été fixé. 2023, c'est demain, 2030 approche également. Pourra-t-il tenir ses promesses ? Nous y veillerons"*, préviennent les deux hommes.